

CHARTRE DES COMITES D'INTERET LOCAL DE LA VILLE D'OLLIOULES

Depuis 1983, la ville d'Ollioules a encouragé la création de comités d'intérêt local.

En 2014, un cadre de référence a été proposé au niveau national par la loi du 21 février dite « de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ».

Cette loi propose comme principes généraux qui guident l'action des **Conseils Citoyens** : Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité, Neutralité.

La présente charte des CIL d'Ollioules se propose de s'en inspirer de fixer d'autres principes qui renvoient à des enjeux démocratiques : **Pluralité, Parité, Proximité, Indépendance, Souplesse, Citoyenneté et Co-construction.**

La présente charte s'impose à tous les Comités d'intérêt Local Ollioules. Elle devra être mentionnée dans les règlements intérieurs des associations concernées, pour celle qui en possèdent un. Pour celles qui n'en possèdent pas, la charte d'applique de droit.

TITRE 1 : Le but des CIL.

Article 1.

Le rôle des CIL est de favoriser, de faire émerger, de stimuler et d'appuyer l'initiative citoyenne des habitants des quartiers. Ils sont une instance de partage des points de vue, de collecte et de recueil de la parole des habitants. Ils sont l'un des outils du dialogue territorial entre les habitants et les institutions au service de l'intérêt général des quartiers. Ils ont la possibilité d'articuler leur travail de représentation de la parole citoyenne avec le tissu associatif local : associations syndicales autorisées ou libres des lotissements se trouvant sur leur territoire, et syndicats des grandes copropriétés.

Article 2.

La raison d'être des CIL est la défense de l'intérêt général du quartier prioritairement dans les domaines de l'urbanisme, de la circulation, de la voirie, de la sécurité, de l'hygiène et des espaces verts ainsi que la lutte contre les nuisances. Ils peuvent débattre de tous les sujets qui seront portés devant leurs bureaux par les adhérents et

les riverains non adhérents, à l'unique condition qu'ils en réfèrent lors de leur assemblée générale au minimum une fois par an, à la commune.

Les CIL sont également une source de cohésion sociale entre les habitants, et ils peuvent organiser des activités annexes aux domaines cités ci-dessus, à des fins de socialisation et d'amitié entre les habitants des quartiers.

Article 3.

Ils font le lien entre leurs adhérents et les élus de la municipalité. La municipalité se charge elle-même d'établir le lien avec les services administratifs éventuellement concernés : Métropole TPM, Département, Région, Etat... Les CIL ne sont pas habilités à contacter directement d'autres instances que la commune.

L'intérêt général n'étant pas une somme d'intérêts particuliers, il appartient à chaque CIL d'être le plus représentatif possible, en réunissant en son sein le plus grand nombre d'habitants de son aire géographique dédiée.

Article 4.

Le Maire d'Ollioules est l'autorité de Police Administrative au nom de la commune. Il possède des pouvoirs de police générale lui permettant de mener des missions de sécurité, tranquillité et salubrité publiques. Il exerce son pouvoir en vertu de son élection au suffrage universel et sous contrôle de légalité du Préfet du Var.

Aucun CIL ne peut se substituer à cette autorité de police administrative au nom de la commune.

TITRE 2 : Les règles au sein des CIL

Article 5.

Les CIL sont organisés sous forme d'associations loi 1901, libres dans leur organisation interne et dans la rédaction de leurs statuts. Leur assurance responsabilité civile est souscrite et prise en charge par la municipalité. Aucune démarche administrative n'est nécessaire de la part des CIL.

Article 6.

Dans les statuts des CIL, les clauses qui précisent les contours de l'aire géographique sur laquelle s'exerce leurs activités, sont réputées non écrites.

La sphère d'intervention géographique de chaque CIL est délimitée par une carte communale, dont la dernière version, approuvée par le Conseil Municipal, fait foi seule. Sa révision se fait par une concertation entre la mairie et les CIL, la mairie conservant le dernier mot en cas de désaccord frontalier.

Article 7.

Les CIL rassemblent le plus grand nombre possible d'habitants, commerçants, professionnels, et plus généralement toute personne ou groupement intervenant à un titre ou un autre sur le territoire du quartier, sans aucune considération de genre, de race, de religion, d'orientation sexuelle, d'idée politique ou de nationalité.

Les CIL doivent se garder de tout débat interne à caractère politique, philosophique ou religieux.

Article 8.

Un administré peut adhérer à sa convenance personnelle à plusieurs CIL, mais pour la commune, le CIL de référence sera celui sur lequel se situe sa résidence principale au sens fiscal.

Article 9.

Les membres des CIL, s'ils ne sont pas membres du bureau, ne peuvent représenter l'association dont ils sont membres, et ne peuvent parler qu'en leur nom propre.

Article 10.

Les membres des CIL, qu'ils soient simples adhérents ou membres des bureaux, ne doivent s'adresser, dans leurs demandes par tout moyen à leur convenance, qu'aux élus, au premier rang desquels Monsieur le Maire et/ou son adjoint en charge des CIL. Aucune demande ne devra être adressée directement à un chef de service ou un agent municipal.

De son côté, la Mairie répond à toutes les demandes dans les meilleurs délais, en fonction du contenu de ces dernières et du nombre d'acteurs administratifs impliqués.

Article 11.

Cette charte sera distribuée à tous les riverains qui participent à la cérémonie d'accueil des nouveaux ollioulais, pour leur permettre d'être immergés dans leur prochaine vie de quartier animée par les CIL.

TITRE 3 : Les moyens d'action des CIL.

Article 12.

Les CIL sont représentés par leur président, ou un membre du bureau désigné exprès, aux différentes instances auxquelles la ville les invite à participer : commission extra-municipale des CIL, visites de quartiers, réunions touchant à la vie quotidienne des

habitants sur tous les sujets que la mairie jugera bon d'organiser. Les CIL qui participent à ces instances de suivi et de pilotage des dispositifs de la politique de la ville y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain sont sollicités pour faire remonter les besoins et problématiques de leur territoire.

Article 13.

Les CIL ont la possibilité d'organiser des manifestations culturelles, fêtes, expositions, conférences, réunions, débats, journées d'étude, visites, voyages à l'attention de leurs membres. Ils peuvent ouvrir ces manifestations au public.

Article 14.

Les CIL peuvent décider de la publication d'un bulletin ou d'une lettre d'information, en version papier ou informatique, à l'attention de leurs membres et de toutes personnes physiques ou morales concernées par les buts et les actions de l'association, ainsi que de tous ouvrages ou études.

Article 15.

Les CIL sont les acteurs et relais de la fête des voisins, organisée chaque année en coordination avec les services municipaux. Cette fête est un moment privilégié au cours duquel les administrés d'un quartier peuvent se réunir afin de lier connaissance et entretenir un esprit citoyen. Il peut y avoir plusieurs fêtes des voisins sur le territoire d'un CIL.

Article 16.

En tant qu'association loi 1901, les CIL sont tenus d'organiser une assemblée générale par an. A cette occasion, une invitation doit être adressée à Monsieur le Maire afin qu'il puisse être présent, accompagné par d'autres représentants de la municipalité, élus et agents, pour répondre aux questions des administrés et débattre des sujets qui touchent le quartier.

Article 17.

Les CIL peuvent demander à Monsieur le Maire qu'une visite de quartier soit organisée. Un CIL ne peut cependant pas être visité dans son entièreté plus de 3 fois dans la durée d'un mandat électif municipal (6 ans).

Lors de cette visite de quartier, la mairie fait au préalable par ses propres moyens, une invitation générale par boitage à tous les habitants du territoire du CIL.

Les visites de quartier sont destinées à tous les riverains et ne sont pas réservées aux adhérents du CIL.

En cas de besoin, pour étudier un point précis, une visite technique peut être organisée à la demande des CIL, en plus des visites de quartiers générales.

Article 18.

La Mairie met à disposition des CIL un panel de subventions destinées à améliorer la qualité de vie des habitants dans les quartiers : achat de broyeur de végétaux, achat de motopompes contre les incendies, abattage des palmiers atteint par le charançon, réfection de voiries privées à usage commun entre plusieurs administrés (liste non limitative).

En aucun cas la commune ne subventionne directement un administré. Ce sont les CIL qui présentent les demandes de subvention à la Mairie et, le cas échéant, les reçoivent sur leurs comptes.